

Colombie : l'on juge nécessaire de remplacer le ministre de la Défense

Image not found or type unknown

Bogotá, 17 mai (RHC) Le défenseur des droits humains Alirio Uribe, a estimé que le président de la Colombie, Iván Duque, doit changer le ministre de la Défense, Diego Molano, pour résoudre la crise dans le pays.

Selon lui, Molano pourrait affecter toute possibilité d'accord entre le gouvernement et les représentants des mobilisations massives pour surmonter la situation actuelle, en raison de son discours incendiaire, stigmatisant, qui légalise les crimes que le pays et le monde rejettent.

L'avocat a également fait allusion, par le biais de son compte Twitter, à un récent discours du ministre de la Défense sur la situation à Popayán, la capitale du Cauca, où il y a deux jours, lors d'une mobilisation contre les abus sexuels de la police, la brigade antiémeute mobile a violemment attaqué les manifestants.

Comme à l'accoutumée dans le pays, Molano a accusé les jeunes et a même accusé certains défenseurs des droits de l'homme de faire partie des dissidents des Forces armées révolutionnaires de Colombie, quelque chose de démenti par l'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz).

Ce collectif a dénoncé le fait que le ministre a même mis à prix la tête de ces personnes, ce qui, a-t-il averti, est très dangereux.

Pendant ce temps, le gouverneur du département du Cauca, Elias Larrahondo, a signalé que les déclarations du ministre de la Défense, où il fait allusion à l'offre de récompense 'n'ont pas été pris en compte dans l'ordre du jour du conseil de sécurité dont nous avons fait partie'.

Il a ajouté que les citoyens du Cauca avaient exprimé leur rejet de telles déclarations dans lesquelles il mentionnait certains pseudonymes qui correspondent à des leaders sociaux reconnus par les organisations.

À cet égard, tout comme le poste de commandement du Cauca, il a exhorté le ministre à clarifier ce qui avait été dit au sujet de ces pseudonymes, tout en demandant que toutes les garanties de protection soient respectées pour les dirigeants sociaux.

Enfin, il a demandé que toutes les dispositions légales garantissant une procédure régulière soient respectées dans toute procédure judiciaire.

La Colombie connaît une explosion sociale depuis le 28 avril dernier, date du début d'une grève nationale contre un paquet de mesures néolibérales du gouvernement de Duque.

Depuis lors, des centaines de milliers de personnes se mobilisent dans tout le pays chaque jour, mais en même temps, le gouvernement a opté pour la militarisation pour réprimer les manifestations pacifiques et sans autre solution en vue.

Une cinquantaine de morts, des centaines de blessés et de disparus, des dizaines d'abus sexuels, détenus arbitrairement, font partie du bilan de l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre, selon des allégations émanant d'instances telles que Temblores ONG, Indepaz, entre autres.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/257520-colombie-lon-juge-necessaire-de-replacer-le-ministre-de-la-defense>



Radio Habana Cuba